

Face à l’avancée des multinationales de l’agroalimentaire, Action de Carême et l’Entraide protestante prônent la défense des semences paysannes, qui sera au cœur de leur campagne œcuménique 2026

Préserver les semences du marché

PROPOS RECUEILLIS PAR
GUY ZURKINDEN

Développement durable ► A l’heure où trois multinationales – dont Syngenta, qui a son siège à Bâle – concentrent près de la moitié du commerce mondial des semences, il est urgent de défendre les graines locales. Ce credo sera au cœur de la campagne œcuménique 2026 d’Action de Carême et de l’Entraide protestante suisse. Pour souligner l’importance des semences paysannes dans la lutte contre la faim, les deux ONG helvétiques organiseront une série d’événements en Suisse romande, entre le 18 février et le 15 avril¹. Yvan Lionnel Youmssi Eya, juriste et responsable du plaidoyer au sein du Réseau des acteurs du développement durable (RADD) au Cameroun, un large regroupement de volontaires, d’organisations paysannes et d’associations, évoquera les enjeux de la lutte pour la souveraineté alimentaire dans ce pays d’Afrique centrale. A la veille de son départ pour la Suisse, il s’est entretenu avec *Le Courrier*.

Quelle est l’importance des semences traditionnelles dans l’agriculture camerounaise?
Yvan Lionnel Youmssi Eya: L’agriculture est un moteur essentiel du développement au Cameroun, où près de 60% de la population vit de cette activité. Notre pays présente des zones climatiques très différentes, du semi-aride à la forêt tropicale. Il abrite donc une grande variété de cultures – maïs, manioc, arachides, sorgho, soja, cacao, blé, café, etc. Pour toutes ces productions, les semences paysannes jouent un rôle central: elles représentent les 80% de l’approvisionnement en graines du pays. Pourtant, leur importance n’est pas reconnue par le cadre juridique national: suivant les traités internationaux sur la protection intellectuelle, la législation camerounaise ne reconnaît que les semences hybrides, commer-



Des paysannes et paysans du Cameroun, réunis en mars 2023 avec le soutien du Réseau des acteurs du développement durable, pour organiser la défense de leur droit de préserver et échanger leurs semences. RADD

cialisées par les grands groupes agroalimentaires.

Quelles sont les conséquences de cette non-reconnaissance?
Elle freine l’échange des semences traditionnelles, favorisant en parallèle la mainmise des multinationales sur le secteur. Cette évolution rend peu à peu les agriculteur·ices dépendantes de ces monopoles. Elle entraîne une perte de diversité, avec la disparition de variétés entières de graines dont la transmission était jusqu’ici garantie par les femmes – ce sont celles qui vont aux champs et nourrissent la famille au Cameroun. Par ricochet, c’est toute notre souveraineté alimentaire qui est menacée.

L’avancée des semences hybrides a également un impact sur la santé de la population. En effet, les entreprises les commercialisent souvent dans des paquets contenant aussi des engrais chimiques et des pesticides. En plus d’appauvrir les sols, l’utilisation de ces produits entraîne la recrudescence de certaines affections, par exemple les accidents ou les maladies cardio-vasculaires. Troisième conséquence: la perte de souveraineté alimentaire rend notre population vulnérable en temps de crise. Lors de la pandémie de Covid-19, la fermeture des frontières nous a privé·es de certaines denrées importées, notamment la farine de blé. Il

a fallu trouver des solutions de rechange.

Comment défendre les semences paysannes face aux grandes entreprises?
La sauvegarde de la biodiversité, du patrimoine génétique et de la souveraineté alimentaire sont au cœur de l’action du RADD, qui a été fondé en 2009. Pour répondre à la perte de la diversité des semis, nous avons organisé en 2021 une première Foire nationale des semences paysannes, dans la commune d’Esse, dans le centre du pays. En mettant en commun les savoir-faire, cette rencontre a permis de restaurer près d’une centaine de variétés de graines – tout en prodiguant

des conseils sur comment les planter et les préserver. D’autres pays se sont ensuite joints à cette plateforme, qui est devenue un rendez-vous annuel incontournable. Il s’agit aussi d’un moment essentiel pour l’élaboration de nos plaidoyers en faveur de la reconnaissance des systèmes semenciers paysans auprès des Etats. La 6^e édition de notre foire des semences paysannes de l’Afrique centrale débutera le 27 février. Cette année, l’accent sera mis sur les cas communautaires de semences paysannes et l’implication des communes dans ce processus. Ces banques de semis gérées par les agriculteur·ices ont pour but d’éviter les pénuries. Nous

avons déjà pu en créer neuf, et vingt autres sont en cours de réalisation.

Comment entendez-vous poursuivre ce combat pour la souveraineté alimentaire?
Si l’on veut aller vers une véritable valorisation des graines traditionnelles, il faut que celles-ci soient reconnues et valorisées par la législation, qui doit permettre leur transmission – contrairement à aujourd’hui. Cela implique donc de changer le cadre juridique. Nous intervenons dans ce sens auprès de l’Etat du Cameroun, en tentant de contrebalancer l’influence des transnationales du secteur.

«C’est toute notre souveraineté alimentaire qui est menacée»

Yvan Lionnel Youmssi Eya

Un autre élément essentiel est le travail auprès de la jeunesse. Les nouvelles générations sont de plus en plus sensibles aux enjeux écologiques et climatiques. Je pense qu’il est important d’étendre cette prise de conscience à la souveraineté alimentaire et aux droits des paysan·nes. Ces questions sont vitales pour l’avenir du Cameroun, mais aussi de l’ensemble de la planète. Selon les Nations unies, la plupart des conflits violents sont désormais liés à l’exploitation des ressources naturelles, notamment les terres fertiles. Il est donc urgent de trouver de nouvelles manières de gérer collectivement ces biens essentiels, de manière durable. 1

¹Programme sur actiondecareme.ch/ campagne-oecumenique-2026

Le contenu de cette page est réalisé par la rédaction du *Courrier*. Il n’engage que sa responsabilité. Dans sa politique d’information, la Fédération genevoise de coopération (FGC) soutient la publication d’articles pluriels à travers des fonds attribués par la Ville de Genève.

Agenda de la solidarité

COOPÉRATION INTERNATIONALE FORUM
26 ET 27 FÉVRIER
Face à la multiplication des crises et à la baisse des financements, la 5^e édition de l’International Cooperation Forum 2026 interroge l’avenir de l’aide humanitaire. Pendant deux jours à Genève, responsables politiques, ONG, organisations internationales, monde académique et secteur privé échangeront sur les priorités à venir. Outre des allocutions des conseillers fédéraux Ignazio Cassis et Martin Pfister ainsi que d’un sous-secrétaire général de l’ONU, la journée de jeudi sera consacrée à l’aide humanitaire suisse et à son impact sur les communautés locales.
De 13h jeudi à 18h30 vendredi, Centre international de conférences (rue de Varembe 17), Genève.

MSF FAIT SON ÉTAT DES LIEUX VERNISSAGE
13 MARS
Se regarder en face. C’est l’ambition de l’ouvrage *Médecins Sans Frontière entre mythes et prétention(s): autoportrait d’un acteur humanitaire*, paru en janvier 2026 aux éditions Antipodes, qui fera l’objet d’un vernissage dans les locaux de l’organisation. A partir de points de vue de membres du mouvement, d’analystes et d’universitaires, le livre interroge les présupposés, les contradictions et la pertinence de l’organisation. En filigrane, il propose un état des lieux critique de l’action humanitaire contemporaine.
De 18h à 20h, MSF Suisse, (route de Ferney 140), Genève.

ALIMENTATION TABLE RONDE
4 MARS
Brevetées et contrôlées par un nombre croissant d’acteur·ices économiques, les semences sont aujourd’hui au cœur d’enjeux de souveraineté alimentaire, de santé et de biodiversité. A partir d’extraits du documentaire *The Last Seed* d’Andréa Gema, cette table ronde mettra en lumière les luttes des communautés paysannes africaines pour préserver leurs semences et le droit à l’alimentation. Organisée dans le cadre de la Campagne œcuménique qui cette année défend le droit à des semences locales, la discussion croisera expert·es locaux·les et internationaux·les.
De 18h30 à 21h, Maison de l’avenir, Impact Hub (rue Fendt 1), Genève.

FIFDH FESTIVAL DE FILMS
6-15 MARS
Résister. Voilà le mot d’ordre de la 24^e édition du Festival du film et forum international sur les droits humains (FIFDH). Résister aux dérives autoritaires et à l’érosion de l’ordre international. Résister, aussi, en s’organisant collectivement. Du 6 au 15 mars à Genève, projections, débats et forums réuniront activités, cinéastes, journalistes et artistes pour interroger la répression, les violences visant les personnes minorisées et les failles du multilatéralisme.
Le Congrès est déjà complet mais on peut s’inscrire sur une liste d’attente: htzewo.ch/fr/congres-zewo

TRAVAILLER AVEC LES COMMUNAUTÉS CAFÉ-DÉBAT
19 MARS
Le Mouvement pour la coopération internationale (MCI) organise un café-débat autour d’un atelier d’échange mené en 2025 en Colombie avec des communautés autochtones engagées dans la défense de leurs territoires. Cette rencontre reviendra sur les apprentissages, les défis rencontrés et les supports produits, avec des représentant·es du MCI, des partenaires de terrain en Colombie en ligne et des invité·es. Des membres des communautés interviendront à distance, avec traduction simultanée. **BHY**
De 12h30 à 14h, salle de conférence de la Fédération genevoise de coopération (rue Rothschild 22A), Genève